

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 55 (1975)
Heft: 3

Artikel: La recherche en quête d'objectifs nouveaux
Autor: Keller, Paul
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-886807>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La recherche en quête d'objectifs nouveaux

Les quelque vingt-cinq années de progrès scientifiques et de prouesses techniques qui s'inscrivent entre la fin de la Deuxième Guerre Mondiale et le début des années soixante-dix représentent une époque singulièrement fertile en innovations dont le propre était de susciter le penchant naturel de l'homme de la rue de penser qu'il suffirait d'un vigoureux effort et d'une affectation judicieuse des ressources pour trouver la voie de « solutions à tout ». L'idée selon laquelle les inégalités dans la société, la disparité des situations individuelles, le sous-développement... pourraient être rapidement résorbés grâce aux connaissances et techniques nouvelles, s'était fortement enracinée dans de nombreux esprits. C'est probablement avec le premier débarquement d'humains sur la lune (20 juillet 1969) que cette « foi » avait atteint son point culminant pour s'altérer ensuite et faire place au doute quelques années plus tard. Depuis lors, la politique scientifique est en quête d'objectifs nouveaux.

Le bonheur en question

Les romans d'anticipation écrits voici une trentaine d'années imaginaient un monde qui aurait résolu de nombreux problèmes scientifiques de l'époque et fait progresser d'un pas immense le niveau de prospérité et de confort de la population. Celle-ci, par conséquent, nous était dépeinte sous les traits du bonheur et du bien-être. — Le premier de ces postulats d'anticipation, le progrès de la prospérité matérielle, s'est réalisé plus rapidement qu'on l'avait osé imaginer grâce à la science et aux technologies nouvelles, le second cependant est resté lettre morte. La vision d'anticipation d'un homme plus heureux non seulement ne s'est pas réalisée mais est dépassée par l'apparition de mécontentements, de tensions et d'angoisses auxquels nul n'avait songé.

Le progrès technique est lui-même remis en question. Nombreux sont ceux qui le tiennent pour responsable des destructions de l'environnement, des déséquilibres de l'éco-système, du désarroi de certaines parties de la jeunesse. La limite quantitative des ressources naturelles disponibles s'est imposée aux esprits. Le gaspillage, la croissance elle-même sont contestés. L'hostilité à la poursuite de la course au progrès technique ne vient pas uniquement de mouvements folkloriques. Certains groupes de chercheurs et de scientifiques sont eux-même entrés en « dissidence » par rapport aux idées reçues et réclament un moratoire de la recherche en attendant que des objectifs nouveaux et en harmonie avec les aspirations humaines (qui restent d'ailleurs à identifier) soient définies.

Erreurs de compte

Les « décideurs », qu'ils appartiennent à des entreprises privées ou aux autorités gouvernementales, sont loin d'être unanimes sur l'origine ou les origines de ce changement brutal de l'environnement psychologique et politique dans lequel s'effectuent les efforts scientifiques et technologiques. On peut imaginer que celui-ci obéit à des mouvements cycliques et que d'une époque d'efforts intenses on vient d'entrer dans une conjoncture d'efforts faibles. Mais cela n'expliquerait que la nature périodique du phénomène, laissant dans l'ombre les motifs profonds. De plus en plus le sentiment se répand selon lequel ces motifs ne sont ni connus ni maîtrisés.

Il en est peut-être ainsi de tous les motifs de comportement qui agissent dans l'humanité. Ils sont insondables. Un domaine où chacun peut aisément se référer aux théories scientifiques et aux réalités est la démographie. Dans le cas de la France, un ensemble de

projections publiées en 1946 et couvrant un large éventail de possibilités concluait, dans la plupart des cas, à une diminution de la population. Les estimations les plus fortes étaient de 43,8 millions d'habitants pour 1975 et de 48,6 millions pour 2005. A la même époque, les projections les plus scientifiques faites pour les Etats-Unis indiquaient pour ce pays une population de 185 millions en 1975, niveau en réalité dépassé dès 1962.

Dans aucun cas de prévisions démographiques, le comportement de la société n'a été correctement apprécié, et tout se passe comme s'il en était de même dans de nombreux autres domaines où les motifs déterminant action et comportement humains restent finalement inconnus. Par analogie, ce pourrait être le cas de l'attitude face aux perspectives de progrès promises par la science et la technologie.

Efforts en baisse

Il serait abusif de se baser sur les seules manifestations visibles contre certaines techniques (nucléaires, par exemple) pour en conclure à une aversion plus générale contre le progrès. Les symptômes, en réalité, sont plus explicites et plus significatifs. Ils apparaissent notamment à travers l'enquête menée par l'OCDE cet été auprès des gouvernements membres. Selon cette enquête « il semblerait » (selon le rapport de cette organisation) « que le potentiel scientifique de quelques-uns des pays membres (...) soit en déclin ». Plus concrètement : la dépense brute des Etats consacrée à la recherche-développement plafonne ou décline dans la moitié des pays pour lesquels on dispose de données chiffrées ; dans les autres, si l'on constate encore une croissance du potentiel scientifique, c'est avec des indices de décélération.

La tendance à la diminution des dépenses publiques pour la recherche-développement par rapport à la Production intérieure brute est particulièrement nette aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en France et aux Pays-Bas. Partout, elle est antérieure à la crise pétrolière d'automne 1973. En Allemagne fédérale, la tendance ascendante de la courbe s'est arrêtée en 1972, époque à laquelle la courbe norvégienne amorçe une descente alors que celles du Japon, de la Belgique et de la Suède atténuent leur mouvement montant. Pour le Canada c'est une baisse franche et nette qui apparaît. Seules la Finlande, l'Italie et l'Autriche continuaient à consacrer une part nettement croissante de leur PIB à leur recherche-développement. (Ce rapport ne fournit aucune indication au sujet de la Suisse).

La plupart des renseignements obtenus par l'OCDE ne permettent pas d'évaluer correctement l'impact des mesures de renchérissement intervenues dans le secteur pétrolier. Mais il est permis d'admettre qu'il n'est pas négligeable. Aux Etats-Unis, la part de l'ensemble des fonds publics consacrée à l'énergie est passée de 2,6 % en 1972/73 à 5,1 % en 1973/74. A en juger par des données prévisionnelles récentes sur le budget, ce pourcentage devrait rester stable en 1975/76. Mais la part consacrée au domaine nucléaire est passée de 83 %

en 1972/73 à 57 % en 1973/74, alors que parallèlement la part consacrée à la recherche-développement dans le domaine des combustibles fossiles et à l'énergie solaire et géothermique s'est accrue. — Dans l'ensemble, l'accroissement de la recherche-développement énergétique financée par les pouvoirs publics américains s'est effectué au détriment des programmes de l'espace, de la santé et des programmes à finalité sociale. Il ne faut pas en conclure qu'il en va autrement dans les pays européens ; si l'OCDE a été en mesure de déceler cette évolution aux Etats-Unis, c'est parce que ceux-ci avaient fourni des indications qui dans d'autres pays n'étaient pas disponibles.

Retour au physiocratisme ?

La baisse de l'effort scientifique des nations précède de deux ou trois ans la récession économique qui avait débuté au milieu de 1974. A vue humaine, elle n'en est pas la cause. Mais l'énorme développement scientifique et technologique des années soixante était évidemment porté par la vague de la croissance économique générale qui, elle-même, fournissait une justification à l'effort scientifique. Bien des contestations nées à l'époque de cette croissance étaient l'émanation de ventres trop rassasiés et non d'esprits lucides. Aussi, la dépression remettra-t-elle peut-être à leur place certaines idées physiocratiques issues d'une surévaluation des ressources naturelles par rapport aux ressources humaines.

Si personne ne nie plus la nécessité de ménager le potentiel en matières premières et énergétiques de la planète, il serait dangereux d'oublier pour autant que la véritable création de richesse est l'œuvre du génie et du travail humains. Or, il est frappant de constater que depuis le deuxième semestre 1973, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles de Wall Street était constamment inférieur à l'indice Reuter des matières premières. Les deux indices ont pour base de départ le deuxième semestre 1931 (= 100). Le premier est représentatif des actions industrielles où l'élément transformation est largement prépondérant. Le second reflète les cours des matières premières (à l'exception des hydrocarbures, de l'argent, de la soie et de la ferraille).

Si la comparaison est évidemment sujette à caution dans la mesure où le Dow Jones (industrielles) mesure également les variations de cours de titres fortement tributaires des prix de matières premières, il n'en demeure pas moins que le grand écart des deux indices depuis plus de deux ans revêt une signification : les matières premières brutes valent plus que les matières premières transformées en produits plus ou moins hautement élaborés. Ce phénomène semble indiquer que nous sommes en présence d'une réappréciation fondamentale des valeurs économiques en fonction d'une primauté de la richesse naturelle par rapport au produit élaboré par le génie de l'homme. Car les faits sont là : en ce début d'octobre 1975, les actions constituant le Dow Jones ont multiplié leur cours de base en moyenne par huit, les matières premières du Reuter ont multiplié leur prix moyen par plus de onze. C'est à croire que cette réappréciation s'est

orientée dans le sens physiocratique par opposition au système essentiellement « anthropocentral » propre aux économies industrielles modernes issues du développement technologique des 18^e et 19^e siècles.

Quels objectifs ?

Il est permis de penser — encore que ce ne soit qu'une hypothèse — que le désarroi actuel qui caractérise la recherche et l'identification d'objectifs nouveaux en matière de politique scientifique tient à ce renouveau du physiocratisme qui attache une valeur plus grande au patrimoine brut de la nature qu'aux ressources scientifiques de l'homme. Les événements sur le marché pétrolier, les tentatives de stabiliser les matières de base à des niveaux élevés... n'en sont que des signes parmi d'autres. On peut y ajouter toutes les manifestations en faveur de la préservation de l'environnement naturel. Il n'est même pas sûr que ces démarches obéissent toujours à des causes objectives ou rationnelles. Ainsi, par exemple, le mouvement en faveur de la préservation

du patrimoine forestier est-il particulièrement actif en Suisse où pourtant la surface couverte de forêts n'a jamais été aussi étendue depuis cent ans. — La contestation de l'énergie nucléaire n'a jamais été aussi vive qu'aujourd'hui alors que les installations de production hydraulique constituaient de tout temps une menace au moins aussi directe pour la population que les centrales atomiques.

Face à ces angoisses indéfinies et à ces contestations sournoises, la politique scientifique cherche en tâtonnant des objectifs nouveaux, plus exactement des échelles de valeurs capables de servir de base d'action. L'affaiblissement de l'effort financier que nous avons constaté plus haut traduit l'incertitude des gouvernements et des « décideurs ». Si nous sommes en présence d'une nouvelle appréciation physiocratique des valeurs comme certains indices semblent le montrer, c'est au-devant d'un tournant radical que le monde industriel se trouve. L'absence pour un pays de ressources naturelles redeviendra une tare fondamentale. La science est-elle en mesure de préserver l'homme d'une telle dépréciation de son œuvre ?

Schindler
 ...une position
 incontestée dans le domaine
 du transport vertical

RCS SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU GROUPE SCHINDLER
 1, RUE DEWOITINE 78140 VÉLIZY-VILLACOUBLAY - TÉL.(1)946 96 75